



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement**

Plan de protection de l'atmosphère des agglomérations de Lille et du bassin minier

Résumé non technique

Février 2025

La pollution atmosphérique : un enjeu environnemental et sanitaire

La pollution de l'air est une des principales préoccupations environnementales des français depuis près de dix ans.

Santé Publique France estime que chaque année en France près de 40 000 décès seraient attribuables à une exposition chronique des personnes âgées de 30 ans et plus aux particules fines (PM_{2,5}), ce qui correspond à 7 % de la mortalité totale annuelle. La pollution de l'air a également des impacts sur le bâti, les cultures agricoles ou le fonctionnement général des écosystèmes.

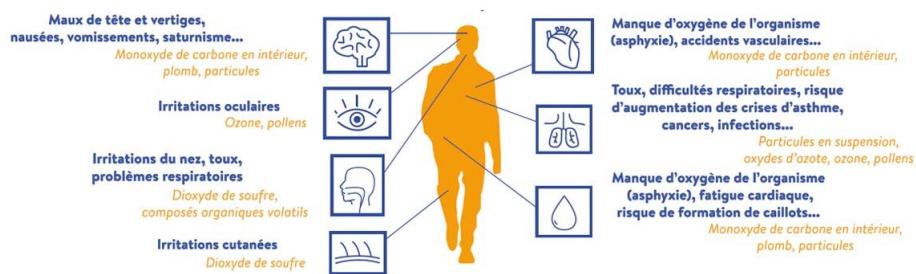
Ces impacts ont un coût, estimé à près de 100 milliards d'euros par la commission d'enquête du Sénat sur le coût économique et financier de la pollution de l'air en 2015.

L'amélioration de la qualité de l'air est un enjeu environnemental et sanitaire majeur.

Afin de préserver la santé humaine et les écosystèmes, la réglementation européenne (directives 2008/50/CE et 2004/107/CE) fixe les normes à respecter en matière de qualité de l'air pour différents polluants atmosphériques, et encadre la surveillance et la gestion de la qualité de l'air. Elle prévoit que dans les zones et agglomérations où les niveaux de polluants dépassent toute valeur limite ou valeur cible, les États membres doivent élaborer des plans permettant d'atteindre ces valeurs correspondantes.

Elle se traduit en droit français par la mise en œuvre de plans de protection de l'atmosphère

Impacts de la pollution de l'air sur la santé



(PPA).

Impacts de la pollution de l'air sur l'environnement



IMPACTS sur l'environnement GLOBAL

- Réchauffement de l'atmosphère** (gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, ozone...), black carbon)
- Refroidissement de l'atmosphère** (particules (hors black carbon), dioxyde de soufre)
- Réduction de l'ozone stratosphérique** (composés halogénés)



Qu'est-ce qu'un PPA ?

Les PPA sont établis sous l'autorité des préfets de département, en concertation avec les acteurs locaux – collectivités territoriales, acteurs économiques et associations de protection de l'environnement, de consommateurs – et s'articulent avec les autres démarches réglementaires ou initiatives en faveur de la qualité de l'air.

Champ d'application

Un plan de protection de l'atmosphère doit couvrir :

- Les agglomérations de plus de 250 000 habitants ;
- Les zones dans lesquelles la concentration de l'un des polluants réglementés dépasse ou risque de dépasser une valeur limite ou une valeur cible.

Objectif

Ramener ou maintenir les concentrations en polluants dans l'atmosphère en dessous des valeurs limites réglementaires.

Contenu

Un plan de protection de l'atmosphère comporte :

- Un volet de mesures réglementaires mises en œuvre par arrêtés préfectoraux ;
- Un volet de mesures volontaires définies, concertées et portées, dans les domaines qui les concernent, par les acteurs locaux.

Évaluation

Le plan fait l'objet d'une évaluation après 5 années de mise en œuvre et est, le cas échéant, révisé.

L'application des dispositions relatives aux PPA relève des articles L.222-4 à L.222-7 et R.222-13 à R.222-36 du code de l'environnement.

Le PPA Nord-Pas-de-Calais en vigueur

Les niveaux élevés de concentration en particules fines recensés sur plusieurs stations de mesures du Nord et du Pas-de-Calais entre 2008 et 2012 ont conduit à l'élaboration d'un plan de protection de l'atmosphère couvrant les deux départements.

Ce plan a été approuvé le 27 mars 2014 par les préfets du Nord et du Pas-de-Calais, dans l'objectif de diminuer les concentrations de dioxyde d'azote (NO_2) et de poussières (PM_{10} et $\text{PM}_{2,5}$) dans l'air ambiant. Il a fait l'objet d'une évaluation après 5 années de mise en œuvre.

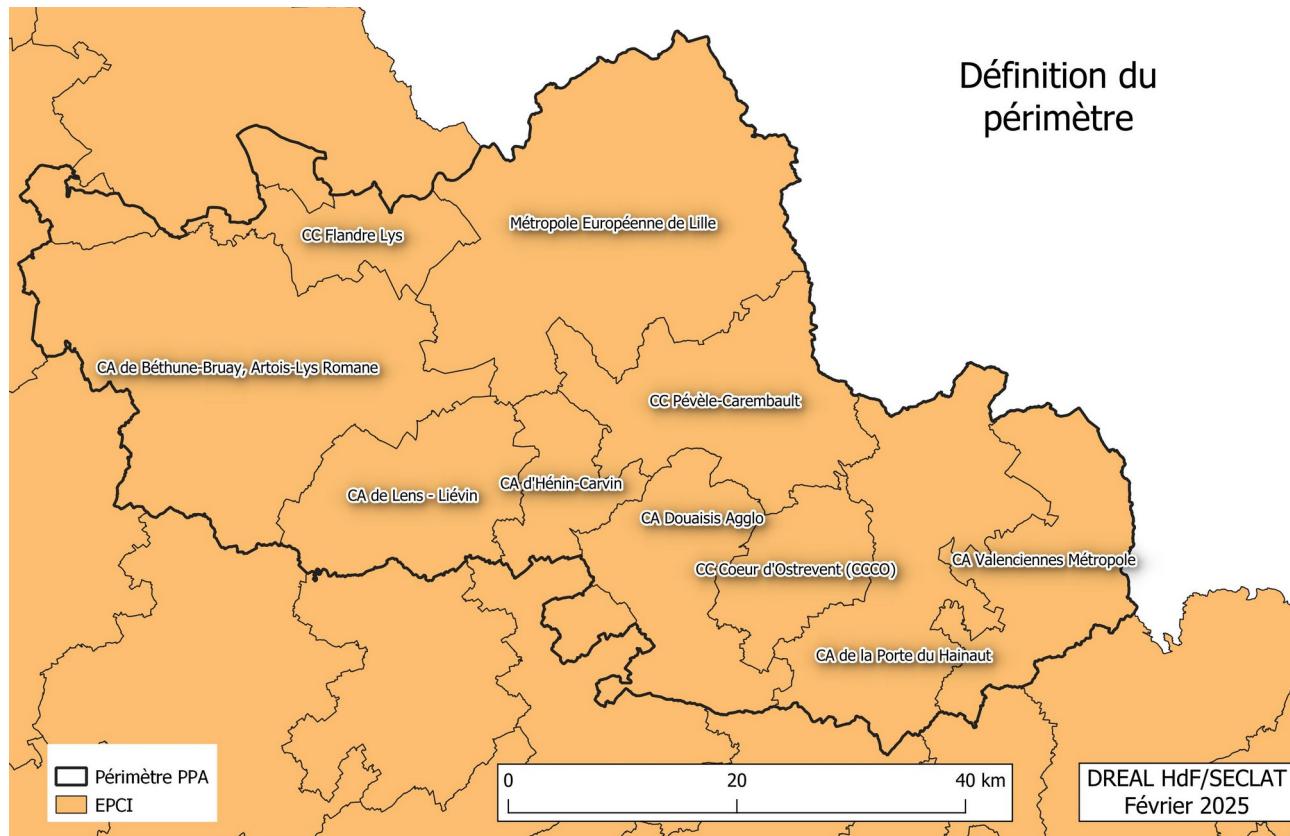
Le contexte actuel est différent de celui ayant justifié la mise en œuvre d'un PPA interdépartemental en 2014 : l'état de la qualité de l'air s'est amélioré et les compétences et responsabilités se sont progressivement partagées entre l'État et les collectivités territoriales. La révision du document permet la poursuite des efforts engagés en faveur d'une amélioration de la qualité de l'air, tout en intégrant ces évolutions.

Une révision du PPA sur un nouveau périmètre

Le périmètre retenu pour la révision est un périmètre unique et resserré autour des agglomérations de Lille, Béthune, Lens-Douai et Valenciennes.

Il tient compte de l'émergence, ces dernières années, de nouveaux outils visant à améliorer la qualité de l'air, comme les PCAET, et vient s'inscrire à une échelle intermédiaire, entre le régional et le local.

Ce périmètre réduit permet d'impliquer davantage les acteurs locaux dans la gouvernance, pour favoriser l'appropriation du plan et faciliter sa mise en œuvre et son suivi.



Avec un relief plat et un climat tempéré, sous influence océanique, le territoire bénéficie globalement de conditions favorables à une bonne dispersion des polluants atmosphériques.

Situé au carrefour entre la région parisienne et l'Europe du Nord, le territoire se caractérise par la présence de l'agglomération de Lille et du bassin minier, vaste conurbation s'étendant de Béthune à Valenciennes, et de nombreux axes de communication de tous modes (routier, ferroviaire...).

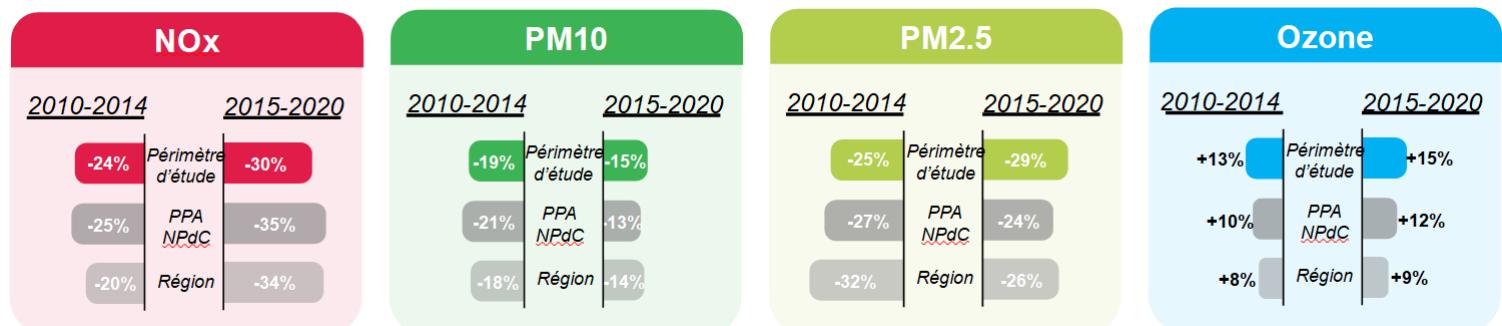
Ce territoire, fortement urbanisé, accueille 2,5 millions d'habitants et près d'un million d'emplois, dont la moitié se situent dans la métropole lilloise. La résidentialisation croissante du territoire témoigne du rayonnement de la métropole, qui est l'un des moteurs de l'attractivité économique régionale. Le territoire bénéficie également de la présence d'une activité industrielle, ainsi que d'une position stratégique et de réseaux de transports denses qui ont favorisé le développement de l'activité logistique, en particulier dans le bassin minier.

La concentration de population, d'activités et de flux de déplacement sur le territoire est à l'origine d'émissions de polluants atmosphériques.

Etat de la qualité de l'air sur le territoire

Les concentrations en polluants – ce que l'on respire sur le territoire

- Respect de l'ensemble des valeurs limites, mais davantage de jours aux concentrations élevées en PM₁₀/PM_{2,5} comparativement à d'autres territoires
- Respect des valeurs cibles excepté pour l'ozone (dépassement en 2019 et 2020) et pour le nickel (dépassement depuis 2016)
- Baisse des concentrations entre 2010 et 2020 pour l'ensemble des polluants excepté l'ozone



Les émissions de polluants – ce que l'on rejette dans l'atmosphère

- Baisse des émissions entre 2008 et 2018 pour l'ensemble des polluants inventoriés
- Contribution de l'ensemble des secteurs d'activité aux émissions

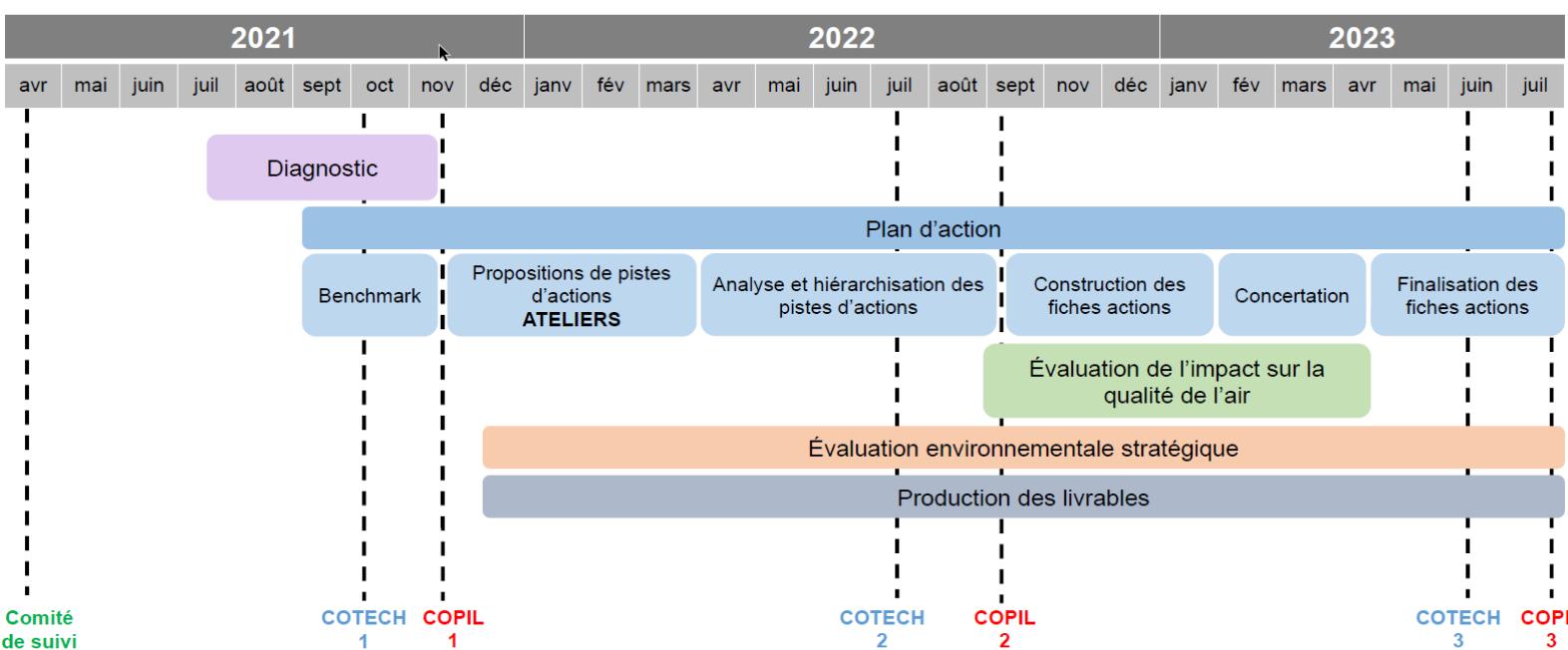
SO ₂	↓ - 64% sur 10 ans	Contributeurs : 48% 42%
NO _x	↓ - 30% sur 10 ans	Contributeurs : 55% 19%
PM10	↓ - 19% sur 10 ans	Contributeurs : 46% 25%
PM2,5	↓ - 23% sur 10 ans	Contributeurs : 63% 22%
COVnM	↓ - 6% sur 10 ans	Contributeurs : 36% 31%
NH ₃	↓ - 6% sur 10 ans	Contributeurs : 89%

L'élaboration du plan d'action

Une démarche concertée

La révision du PPA s'est inscrite dans une démarche de concertation, centrée sur l'élaboration du plan d'action. Afin de renouveler la dynamique collective en faveur de la qualité de l'air, une nouvelle gouvernance a été installée et a mobilisé les acteurs locaux pour qu'ils s'investissent dans la construction puis dans la mise en œuvre du plan.

Près d'une quarantaine de structures – services de l'État, collectivités territoriales, acteurs économiques et associatifs – a participé à la démarche, dans le cadre d'ateliers et de réunions bilatérales, ou par contributions écrites.



Un plan d'action partagé

Le plan d'action a été construit de manière progressive, en invitant les acteurs locaux à formuler des propositions d'actions et à les affiner pour aboutir à une liste partagée d'une quinzaine d'actions efficaces et réalisables, complémentaires de celles prévues par les collectivités locales, par exemple dans le cadre de leur PCAET.

Le plan d'action a également fait l'objet d'une évaluation afin d'estimer l'impact attendu des actions proposées sur la qualité de l'air et plus globalement d'une évaluation des incidences potentielles sur l'environnement.

Plan d'action du PPA

Le PPA des agglomérations de Lille et du bassin minier se compose de 16 actions, qui couvrent les différents secteurs d'activité et visent la réduction des émissions ou de l'exposition des populations.

Elles combinent :

- des mesures réglementaires, de nature prescriptive ;
- des mesures d'accompagnement, qui visent à sensibiliser et à informer les acteurs pour faire évoluer les pratiques ;
- des études, pour préparer et calibrer la mise en œuvre des mesures.

Secteur	N°	Titre
Industrie	IND	Réduction des émissions des polluants atmosphériques des sites industriels
Mobilité	MOB1	Animation d'un réseau ZFE-m
	MOB2	Réalisation de plans de mobilité employeurs
	MOB3	Réalisation de plans de mobilité des établissements scolaires
	MOB4	Réduction de la vitesse en interurbain
	MOB5	Aide à l'émergence des projets cyclables sécurisés
Agriculture	AGR1	Promotion du passage sur banc d'essai moteur et de l'écoconduite des engins agricoles
	AGR2	Promotion des bonnes pratiques en matière d'épandage
	AGR3	Incitation à la couverture des fosses à lisier
Bâtiment	BAT1	Recensement des modes de chauffage fortement émetteurs
	BAT2	Interdiction d'usage des appareils de chauffage à foyer ouvert en vue d'accélérer leur renouvellement
	BAT3	Généralisation des pratiques favorables à la qualité de l'air sur les chantiers de bâtiments et les travaux publics
Planification	PLA1	Amélioration de la prise en compte de la qualité de l'air dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement
	PLA2	Renforcement de la prise en compte de la dimension exposition dans les plans air des PCAET
Transversal	TRA1	Adaptation du dispositif préfectoral de gestion des épisodes de pollution : réflexion sur l'élargissement des mesures d'urgence
	TRA2	Renforcement de l'interdiction du brûlage des déchets verts

L'objectif du PPA est de respecter la trajectoire de réduction des émissions de polluants fixée par le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) pour la période 2025-2029, et de tendre vers les objectifs qui s'appliqueront à partir de 2030.

Évaluation de l'impact du plan sur la qualité de l'air

Dans le cadre de la révision, Atmo Hauts-de-France a évalué l'impact du plan d'action sur la qualité de l'air, après 5 années de mise en œuvre.

L'évaluation donne un ordre de grandeur de la contribution du PPA à l'amélioration de la qualité de l'air. Le PPA ne porte pas seul tous les efforts d'amélioration de la qualité de l'air sur le territoire, mais vient renforcer l'évolution tendancielle, soutenue par l'action des différents acteurs, au niveau national comme au niveau local.

Impact sur les émissions

La mise en œuvre du plan d'action a un impact sur l'ensemble des polluants évalués :

Polluants considérés	NO _x	PM ₁₀	PM _{2,5}	SO ₂	COVnM	NH ₃
Émissions évitées après 5 ans de mise en œuvre	495 t	493 t	462 t	7 t	854 t	419 t

L'évolution tendancielle des émissions est accentuée par la mise en place du PPA, en particulier pour le NH₃, PM₁₀ et PM_{2,5}. L'effet est plus modéré sur les émissions de COVnM et de NO_x. Le SO₂ étant principalement émis par le secteur industriel et l'action portant sur ce secteur n'ayant pu être évaluée, l'effet du PPA sur les émissions de ce polluant apparaît quasi nul.

En ce qui concerne l'amélioration de la performance énergétique du parc d'appareils de chauffage au bois, l'article L.222-6-1 du code de l'environnement fixe un objectif de réduction de 50 % des émissions de PM_{2,5}, issues de la combustion du bois à l'horizon 2030 par rapport à 2020.

Les actions du PPA ciblant le chauffage au bois permettent une réduction des émissions en PM_{2,5} de 47 % en 2027 par rapport à l'année 2018. L'objectif de -50 % à horizon 2030 devrait donc être atteint.

Impact sur les concentrations

L'impact du PPA sur la qualité de l'air après 5 années de mise en œuvre, par rapport à la situation tendancielle, se traduit par des diminutions de concentrations allant jusqu'à 4µg/m³ pour le NO₂ et 1µg/m³ pour les particules fines.

L'effet des actions ciblant le secteur des transports est particulièrement visible le long des axes routiers, la réduction des émissions de polluants étant localisée au niveau des voies de circulation.

Celui des actions concernant le secteur résidentiel est plus diffus, car réparti sur l'ensemble des surfaces bâties.

La mise en œuvre et le suivi du plan

La mise en œuvre du PPA nécessitera une animation et un suivi régulier.

La gouvernance proposée repose sur deux types d'instances :

– un **comité de suivi de la qualité de l'air**, présidé par les préfets de département et associant les collectivités, les acteurs économiques et associatifs qui ont contribué à l'élaboration de ce plan. Il se réunira annuellement pour partager l'état d'avancement du plan et de la qualité de l'air sur le territoire, ainsi que l'action de chaque collectivité en faveur de la qualité de l'air.

– des **comités techniques thématiques** (industrie, agriculture, mobilité, bâtiment, planification), installés par la DREAL, réuniront au moins une fois par an les coordonnateurs de chaque action. Ils seront chargés d'organiser la mise en œuvre des actions de la thématique, en mobilisant les partenaires clés, en planifiant leur déploiement ou en identifiant les mutualisations possibles (en matière de communication, de financement, d'études, etc.).

Ils s'assureront de la bonne mise en œuvre de ces actions à l'aide des indicateurs de suivi. Ils rendront compte au comité de suivi de l'avancement du plan et des éventuelles difficultés ou préconisations relatives à la mise en œuvre.

Le bilan de la mise en œuvre du PPA sera présenté annuellement aux conseils départementaux de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en application de l'article R.222-29 du code de l'environnement.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement**